

Le Forum social mondial de Caracas: à la rencontre du mouvement populaire du Venezuela

Pierre Beaudet*

Au cours des deux dernières années surtout, il s'est développé, dans le mouvement social, un sentiment qu'il se passait quelque chose d'important au Venezuela. Aussi, dans le cadre du Forum social mondial (FSM) polycentrique de 2006, nous avons été plusieurs à penser que l'occasion d'en savoir plus devait être saisie. À cette fin, nous avons organisé des rencontres avec des militants syndicaux, des féministes, des animateurs du mouvement urbain, des enseignants et des enseignantes, des intellectuels et plusieurs autres acteurs qui contribuent à construire le mouvement populaire dans le contexte des bouleversements en cours là-bas. Certes, en quelques jours, nous avons à peine effleuré la dynamique complexe qui traverse ce pays d'Amérique du Sud et l'exploration doit continuer, surtout si nous envisageons de développer des relations de coopération et de solidarité à long terme. La présente chronique a donc été rédigée à partir des présentations qui ont été faites lors des divers panels et conférences organisés sous l'égide d'Alternatives lors du FSM de Caracas, en janvier 2006. Elle comprend quatre parties consacrées à une mise en contexte historique, aux enjeux du développement social, à l'évolution récente du mouvement syndical vénézuélien et, enfin, au forum lui-même, son positionnement critique et son avenir.

Le Venezuela dans la tempête

Les mouvements révolutionnaires européens du début du vingtième siècle disaient qu'une révolution survient quand ceux d'en bas ne veulent plus, et quand ceux d'en haut ne peuvent plus. Si cette formule reste appropriée, on peut affirmer que c'est ce qui se passe au Venezuela. Depuis 1999, en effet, les changements qui traversent le pays poursuivent un cours impétueux. Des mobilisations gigantesques, des confrontations, des tentatives de rétablir l'ordre antérieur par la force, des interventions étrangères, des polarisations sociales et idéologiques, tout se passe à un rythme effréné. De bien des manières, tout cela est trop rapide et trop complexe pour qu'on puisse se faire une

idée définitive, mais on peut tenter de commencer à comprendre.

Détour par l'histoire

Pour le sociologue Edgardo Lander, qui enseigne à l'Université centrale de Caracas, il faut faire un détour par l'histoire, car le Venezuela a un parcours particulier en Amérique du Sud. Les classes dominantes, au moins durant la majeure partie du vingtième siècle, ont été relativement stables. Une des forces du système en place était qu'il reposait sur la démocratie représentative. Il y avait une structure de partis, avec des associations et des médias relativement libres, des élections régulières, bref une certaine liberté, qui était bien utilisée par une minorité de la

* L'auteur a été directeur-général d'Alternatives de 1995 à 2005.

population. Deux grands partis - le *Comité de Organización Política Electoral Independiente* (COPEI) et l'Action démocratique (AD) - monopolisaient l'espace public et géraient le pays en alternance relative, sans menacer les intérêts en place. Face à ce blocage, où les classes populaires étaient marginalisées, les mouvements qui tentaient de s'organiser à l'extérieur du système étaient faibles. La gauche politique, notamment le Parti communiste, a eu ses moments de gloire et d'héroïsme, mais n'a jamais été, contrairement à ce qui s'est passé au Chili ou au Brésil, par exemple, en mesure de proposer un projet alternatif. «C'était une gauche qui avait des valeurs, mais pas de stratégie», affirme Lander. C'est tout cet édifice qui a commencé à se fissurer dans les années 1970-80 jusqu'aux explosions subséquentes.

Le basculement

En 1989, le *caracazo*, une série d'émeutes urbaines de grande envergure, secoue le pays lorsque le gouvernement de l'AD tente d'imposer des politiques antipopulaires, dites d'«ajustement structurel». En 1992, un obscur officier de l'armée, Hugo Chavez, tente un coup d'État. Il échoue et il est emprisonné. En 1999, Chavez revient sur la scène politique et il est élu. En avril 2002, la droite, avec l'appui d'un secteur de l'armée et celui des États-Unis d'Amérique (EUA), renverse le président Chavez. Deux jours plus tard, la mobilisation populaire fait échouer le coup d'État. En 2003, la droite paralyse l'économie et, notamment, le secteur pétrolier. Le gouvernement résiste et brise le mouvement d'opposition. En 2004, la droite impose un référendum sur la révocation du Président. Le président Chavez triomphe. En 2005, le Mouvement de la cinquième république (*Movimiento Quinto Republica* ou MVR) remporte les élections législatives suite au désistement de la droite.

Irruption du chavismo

Peu à peu, à travers la personnalité explosive d'Hugo Chavez, est donc apparu un projet qui, au départ, demeurait suspect aux yeux d'une partie de la gauche et des intellectuels. Ceux-ci étaient doublement sceptiques. D'une part, ils n'étaient pas convaincus que le projet était vraiment émancipateur et pouvait transcender son origine autoritaire et populiste. D'autre part, ils estimaient que la confrontation avec les États-

Unis pourrait mal tourner compte tenu de l'inégalité du rapport de force. Par exemple, en 2001, lors du Sommet des Amériques, le Venezuela s'était retrouvé isolé devant 33 États de l'hémisphère qui, à l'époque, semblaient prêts à accepter le projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) proposé par les EUA. Puis, dans les bifurcations subséquentes, tout a changé. Chavez a réussi son pari en faisant dérailler les projets de la droite. L'arrogance des EUA s'est heurtée à l'opposition aux projets impériaux un peu partout dans le monde. Surtout en Amérique latine, les peuples ont fait basculer le pouvoir à gauche. «Ainsi, est apparu un processus chaotique où l'on tente, pour la première fois depuis la chute du Mur de Berlin, de changer une société radicalement», affirme Lander. Au départ, «il y avait l'intuition, le sens du politique de Chavez, dans une méthode sans modèle, sans plan de match».

Radicalisation

Dans un sens, le processus bolivarien a été porté par les événements. Le projet original était relativement modéré. Chavez parlait de discipliner le «capitalisme sauvage», de proposer une constitution axée sur la participation citoyenne, mais sans rupture avec le système. Or, devant l'opposition radicale de l'ancienne élite et des EUA, la situation a changé. Selon Lander, «ces confrontations ont radicalisé le mouvement. Elles ont démontré qu'un projet de réforme timide n'était pas acceptable pour la classe dominante». Lors de la tentative de coup d'État d'avril 2002, les choses se sont précipitées. «L'élite voulait non pas seulement renverser Chavez, mais remettre le peuple à sa place, éliminer les réformes». Tout le monde a vu à la télévision le chef des *golpistes* s'adresser à la nation devant un mur dont on avait retiré la figure de Simon Bolivar. «Le symbole était trop gros, trop insultant pour la majorité des Vénézuéliens», affirme Lander. En annulant la constitution, en dissolvant le Congrès élu, en renvoyant les juges de la Cour suprême, les élites ont provoqué le peuple qui, sans organisation ni chef, est sorti dans la rue pour vaincre le coup et ramener Chavez au pouvoir. Six mois plus tard, l'opposition de droite tentait de paralyser le pays. «Pour la première fois alors, les gens ont commencé à s'auto-organiser, d'abord pour s'approvisionner, puis pour récupérer des entreprises délaissées par la grève des patrons».

L'irruption des masses

Après la défaite stratégique de la droite en 2002 et 2003, tout s'est accéléré. «On a constaté une croissance phénoménale de l'organisation sociale», explique Lander. Non seulement les gens ont commencé à s'organiser dans leurs quartiers, dans leurs lieux de travail, mais ils avaient une «nouvelle conscience, un sentiment d'appartenance, de contrôle». En même temps, cette défaite a démontré la faiblesse, la vulnérabilité de l'ancienne élite. «Elle a également montré que nous étions trop dépendants des EUA, notamment du point de vue technologique et alimentaire, et qu'il fallait changer de cap». Ainsi, les conditions ont été réunies pour un réalignement du gouvernement. Dans l'improvisation, pour faire face aux pressions externes, pour répondre aux initiatives spontanées, le gouvernement a foncé de tous les côtés : réforme agraire, investissements dans les quartiers pauvres (*barrios*) et le domaine social, élaboration de nouvelles initiatives économiques sortant des cadres traditionnels de l'économie capitaliste, etc.

Des priorités inversées

Une grande partie de ces réformes a été rendue possible par la réorientation de la rente pétrolière, principale source de revenus de l'économie vénézuélienne. Auparavant, les profits tirés des exportations du pétrole étaient distribués au sein de l'élite et d'une partie de la classe moyenne très minoritaire. Chavez a pris les choses en main en restructurant la Petroléos de Venezuela S.A. (PDVSA), la grande entreprise publique pétrolière. Il a mis fin à la privatisation rampante, mis aux pas les cadres qui se payaient des salaires faramineux, et renégocié dans le cadre de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP), de façon à maximiser les revenus pétroliers. Aujourd'hui, le Venezuela a les moyens de ses politiques. Ainsi, en 2004, le gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela a drainé 3,2 milliards de dollars de la rente pétrolière pour financer ses mesures sociales, pour la production agricole et l'infrastructure. Fait notable, les dépenses sociales représentent 32% du PIB à l'heure actuelle.

Une armée au service du peuple ?

Entre-temps, le président a consolidé sa base populaire au sein de l'armée et fait jouer à celle-ci un rôle croissant dans la société, ce qui ne

rassure pas tout le monde. Un grand nombre d'officiers ou d'ex-officiers sont maintenant à la tête de départements ou même gouverneur. Même si une partie de la gauche s'interroge sur le côté populiste-militaire du groupe dominant, il n'en reste pas moins que l'armée sous Chavez est globalement passée «du côté» du peuple. Le fait que le président lui-même provienne de l'armée est une donnée fondamentale dans cette équation.

Sortir de la dépendance

Dans ses relations externes, le gouvernement a déployé de grands efforts pour renforcer les liens Sud-Sud, notamment en Amérique du Sud. Selon Lander, «Chavez et son équipe sont convaincus que, sans cette intégration latino-américaine, son projet n'a pas d'avenir et qu'il faut développer plus que des projets ponctuels et des relations strictement commerciales, mais une perspective d'intégration complète». C'est en quelque sorte le «rêve» de Simon Bolivar qui renaît. Tout cela, s'est également concrétisé dans une panoplie de projets dans les secteurs du pétrole, des communications, de l'agriculture et dans l'élaboration d'un nouveau cadre pour discuter de l'intégration sud-américaine, l'Alternative bolivarienne pour l'Amérique (*Alternativa Bolivariana para la America*, ou ALBA). Certes, explique Lander, les conditions actuelles en Amérique du Sud favorisent ce projet : «les mouvements sociaux ont entrepris eux-mêmes une intégration de leurs résistances. Les gouvernements, y compris ceux de Lula et de Kirchner, s'opposent à l'hégémonie américaine». Il note en passant le dernier échec des EUA qui ont tenté, sans succès, d'isoler le Venezuela lors de la dernière assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA) qui, pourtant, est traditionnellement inféodée à Washington.

Une bataille de longue haleine

Devant cette effervescence, tout semble changer chaque jour et il est difficile de s'y retrouver ! Tout n'est cependant pas rose au sein du gouvernement où coexistent des tendances diverses, de même qu'entre celui-ci et le mouvement populaire. «La clé, explique Margarita Lopez Maya - une sociologue vénézuélienne impliquée avec les mouvements sociaux, réside dans l'autonomie du mouvement populaire - dans sa capacité de proposer et de construire, au-delà de l'État». L'opportunité est

là en fait, car le *chavisme*, contrairement à d'autres courants politiques, ne prétend pas tout contrôler. « Cependant, le fait est, affirme Edgardo Lander, que nous avons un parti présidentiel, le Mouvement de la cinquième république, qui gouverne encore de façon verticale ». Par ailleurs, le gouvernement est une chose, l'État en est une autre, avec des «structures corrompues, résistantes aux changements, et qui fonctionne encore avec le clientélisme et le contrôle ». Alors que des structures de l'appareil d'État s'ouvrent et se démocratisent, d'autres restent figées, inefficaces.

Une culture en transformation

Au bout du compte, selon Lopez Maya, «ce sont les mouvements sociaux qui pourront faire la différence et éviter la colonisation de la société par l'État. Rien n'est déterminé d'avance. De manière générale, les choses avancent au niveau local, mais au sein de l'appareil central, on fonctionne encore souvent comme avant, en gérant le secteur public comme une entreprise privée ». Chavez, dans un sens, tente de contourner cet État par des initiatives parallèles, les «missions» par exemple. «Ce qui est bon et moins bon, selon Lander, parce que le changement devient alors identifié à une personne, plutôt qu'à une transformation de l'État. La personnalisation du pouvoir est ancrée profondément dans les mœurs ». Chavez apparaît ainsi comme un vecteur de transformation, par son énergie, son charisme, son audace. Mais en même temps, certains se demandent s'il n'est pas aussi un obstacle, un substitut qui entrave le développement d'une culture réellement démocratique.

Une utopie : la démocratie participative

Lopez Maya mise beaucoup sur le développement de nouvelles formes démocratiques. «La nouvelle constitution vénézuélienne consacre le droit à la participation des citoyens de manière directe, semi-directe et indirecte, non seulement dans l'exercice du suffrage, mais aussi, dans les processus de formation, d'exécution et de contrôle de la gestion publique ». L'État central doit être un «accompagnateur» plutôt qu'un décideur et encourager les citoyens à s'investir dans le processus de prise de décision. Également, sur le plan économique, la constitution promeut les concepts de cogestion, d'autogestion, les

coopératives et toute forme associative guidée par des valeurs de coopération mutuelle et de solidarité. En conséquence, explique-t-elle, «de nombreuses institutions ont été mises en place, tels que les comités de planification locale et des entreprises autogérées. L'avenir de ces initiatives est un peu flou, car leur statut juridique est souvent mal défini. De plus, elles n'ont pas de moyens financiers autonomes par rapport à l'État qui les subventionne ».

La solidarité doit être éveillée

À travers leurs discussions passionnées, les Vénézuéliens sont pour la plupart sobres, critiques et non complaisants. Un peu partout dans ce pays, et ailleurs en Amérique du Sud, on a passé l'âge des grandes exaltations et d'un certain romantisme qui faisaient dire aux uns et aux autres que tout était possible tout de suite ! Le message est clair, il faut s'approprier la complexité de la situation si on veut développer une relation avec le Venezuela. Edgardo Lander : «les solidarités inconditionnelles/a-critiques ne sont pas durables. Les processus de transformations historiques sont contradictoires, il n'y a pas de vérité absolue, pas de situation écrite noir sur blanc ».

Le développement social au cœur du processus

Les turbulences qui traversent le Venezuela aujourd'hui ne datent pas d'hier. De nombreuses confrontations ont eu lieu et, dans les années 1980, tout a déboulé. En 1989, de graves émeutes ont éclaté à Caracas et certaines villes de province. En gros, les pauvres disaient «*basta*» à un régime qui les volait tant par la corruption des élites que par l'imposition de politiques néolibérales. Fait à noter, le Venezuela qui est un pays très riche, compte une proportion très élevée de pauvres ; 48% de la population vit avec moins de deux dollars par jour. Selon la Banque mondiale, les 20% plus riches reçoivent 53% de tous les revenus, pendant que les 20% plus pauvres doivent se contenter de 3%¹. Or ces pauvres sont largement invisibles dans la grille de l'économie ou du pouvoir. Ils sont dans le secteur dit *informel*. Ils n'ont pas accès aux services sociaux, à la santé, à l'éducation, contrairement aux classes moyennes qui étaient,

¹ Banque Mondiale, *Venezuela Country Brief*, 5 mai 2005.

du moins jusqu'au début des années 1990, assez confortables.

Changer de cap ?

Ce sont évidemment ces couches populaires qui se sont mobilisées avec et pour Chavez et son projet bolivarien. Aujourd'hui, le gouvernement proclame être engagé dans une «lutte à mort» contre la pauvreté et l'exclusion. L'UNESCO, qui vient de proclamer le Venezuela «libre de l'analphabétisme», semble confirmer cette volonté affichée. Une quantité énorme de nouveaux programmes ont été mis en place, ce qui témoigne du volontarisme de l'État et aussi des initiatives de la base. Selon le gouvernement, le pourcentage de la population pauvre est en déclin. Décidément, le pays est en train de changer, mais bien des questions demeurent, quant à l'ampleur et la pérennité du processus. Pour le moment, grâce aux prix élevés du pétrole, les indicateurs macro-économiques sont positifs, mais cette situation pourrait changer. En tout cas, le gouvernement de Chavez a choisi de redistribuer cette richesse issue des revenus du pétrole. Ainsi, de 1999 à 2004, les dépenses du gouvernement sont passées de 19% à 31% du PIB. En conséquence, les indicateurs sociaux s'améliorent. Le taux de chômage officiel, qui ne reflète pas toute la réalité parce qu'il ignore le secteur informel, est passé de 20 à 14% en quatre ans.

Réforme agraire

Les initiatives du gouvernement affectent tous les secteurs. Dans le monde rural, le projet de réforme agraire en cours a commencé à redistribuer les terres du domaine public et pourrait s'étendre aux terres privées. Jusqu'ici, 2,8 millions d'hectares ont été distribués à environ 130 000 familles. Selon le gouvernement, l'agriculture pourrait être un secteur prioritaire, car actuellement, seulement 25% des terres cultivables sont effectivement exploitées et 70% des aliments sont importés, essentiellement des EUA et du Canada. De plus, 5% des exploitants agricoles détiennent 80% des terres cultivables. Les petits paysans se partageant seulement 6% des terres.

Une ville pour tout le monde

Dans les zones urbaines où vivent plus de 80% des 26 millions de Vénézuéliens, la majorité de la population habite les bidonvilles, les *barrios*,

où les infrastructures sont minimales et où le titre de résidence ou de propriété des habitants n'est pas légalisé la plupart du temps. Aussi, une des priorités du gouvernement est de formaliser l'occupation. De manière générale, le gouvernement encourage la mise en place de Comités de terres urbaines (*Comités de tierras urbanas*, ou CTU), qui doivent en principe gérer ce transfert de propriété par groupe de 100 ou de 200 familles. Jusqu'à maintenant, plus de 500 000 personnes ont ainsi régularisé leur situation légale en devenant formellement propriétaires de leurs maisons.

Entre-temps, le gouvernement investit dans les infrastructures urbaines et le logement, mais les besoins sont immenses. Il manque au moins 150 000 logements à prix modiques pour abriter la population qui ne cesse d'affluer vers les villes. Lors d'une visite dans le bidonville *La Vega*, sur les hauteurs de Caracas, les habitants du bidonville qui compte 32 000 habitants nous ont montré les nouvelles installations médicales et éducatives, les projets d'agriculture urbaine et d'autres réalisations concrètes. Mais beaucoup reste à faire. Selon une des responsables du CTU, le gouvernement tarde à remplir ses promesses d'assainir le quartier et de construire des installations d'égout adéquates. Entre-temps, les quelque 5000 CTU existants dans le pays pourraient devenir un mouvement social structurant. Le mouvement est en marche et s'est beaucoup renforcé depuis la «grève patronale» de l'hiver 2003, lorsque la population a été appelée à confronter des pénuries de toutes sortes.

L'éducation, un droit humain

L'éducation est une des grandes priorités pour le gouvernement Chavez et les améliorations sont visibles et reconnues par tous, même par l'opposition. En accord avec la Constitution, dont l'article 10 reconnaît l'éducation comme un «droit humain fondamental», le gouvernement a, depuis 2001, augmenté le budget de l'éducation de 2,1% du PIB à plus de 4,3%. Des milliers de nouvelles écoles ont été construites mais, selon le ministère de l'Éducation, le programme en cours vise plus que le béton. De la garderie à l'université, on veut favoriser l'accès à l'éducation pour les couches populaires, en visant particulièrement 1,5 million d'enfants des quartiers et des régions défavorisées. C'est là qu'entrent en jeu les «missions» qui sont en fait des programmes spéciaux et parallèles et qui

visent à éviter la lourdeur bureaucratique en orientant les ressources en direction des pauvres. Ainsi, la Mission Robinson se consacre à l'éducation primaire et lutte contre l'analphabétisme en visant 1,3 million de personnes de tous âges. La Mission Ribas, pour sa part, aide 700 000 jeunes à compléter leur cycle secondaire à l'aide de bourses, d'enseignement à distance et de stages en milieu de travail, alors que 70% des jeunes ne terminent pas leur secondaire. Dans l'enseignement supérieur, la Mission Sucre cible 350 000 jeunes à l'aide de bourses. Hugo Chavez promet de mettre la totalité des enfants à l'école d'ici 2010.

Avancées dans la santé

Dans le domaine de la santé, les progrès sont également impressionnants. Dans les bidonvilles, on retrouve des cliniques servies par des médecins et du personnel paramédical cubain, dont le nombre total serait supérieur à 10 000 dans le pays, rejoints depuis quelque temps, par quelques professionnels vénézuéliens qui, au départ, boycottaient ces initiatives. Mais la santé, c'est aussi la nutrition. Avec la Mission Mercal, 6000 *casas populares* ont été mises en place pour desservir 1,5 million d'habitants des bidonvilles. Les aliments y sont vendus à des prix inférieurs de 30% à ceux qui sont pratiqués sur le marché. La Mission Barrio Adentro, quant à elle, aide à la réfection des cliniques, exclusivement dans les bidonvilles. Selon le ministre de la Santé, le docteur Roger Capella, «le domaine social est considéré comme une dépense, alors qu'en réalité, c'est un investissement. Mais cela n'est pas vu comme cela par les économistes traditionnels».

Les femmes au coeur de l'économie sociale

Selon Janie Vicunem, qui est une des responsables de la *BANMUJER* (Banque des femmes), au Venezuela le développement de l'économie sociale est vu comme une économie alternative où doivent dominer les pratiques démocratiques et autogérées. La *BANMUJER* bénéficie d'un important appui du gouvernement vénézuélien qui désire développer de nouvelles pratiques économiques, incluant le micro-crédit et la mise en place de petites et de très petites entreprises familiales ou des coopératives. Celles-ci se développent au rythme spectaculaire de 800 à 30 000 en cinq ans. Depuis sa fondation, le 8 mars 2001, la *BANMUJER* a appuyé 40 000 projets, avec des crédits de 300

dollars canadiens en moyenne consentis aux femmes, ce qui a généré 75 000 emplois. Selon Vicunem, la Banque offre plus que des crédits en s'investissant aussi dans les projets et la formation. De plus, et pour rester proche du peuple, la *BANMUJER* n'a pas de succursales au sens traditionnel, mais opère à travers 149 centres communautaires.

«Le pouvoir aux pauvres»

Les programmes de *BANMUJER* incluent des activités de formation sur les droits des femmes, sur la discrimination, sur les droits reproductifs, qui reste un sujet tabou dans un pays où la tradition catholique prédomine². Tout le terrain de l'économie sociale est donc en expansion mais, faute d'expérience et dans un environnement économique qui reste capitaliste, beaucoup de projets échouent ou restent dépendants de l'aide de l'État. Le «pouvoir aux pauvres», qui est l'un des slogans préférés de Chavez, reste encore une utopie lointaine, ce qui n'empêche pas les habitants des bidonvilles d'avoir le sentiment que le gouvernement est derrière eux lorsqu'ils s'auto-organisent. «C'est une bataille de longue haleine, selon Janie Vicunem, «nous tentons de créer une économie au service des gens et non des gens au service de l'économie. Nous ne construisons pas une banque, nous construisons un autre mode de vie».

² Le droit à l'avortement, rejeté depuis toujours par l'Église et la droite conservatrice, est actuellement promu par une cinquantaine d'associations et quelques députées appartenant au Mouvement de la cinquième république, le parti d'Hugo Chavez, où les «pro-vie» dominent encore et toujours. Pour le moment, ces associations demandent la dépénalisation de l'avortement dans les cas de viols, inceste et malformation du fœtus. Les féministes prennent appui sur la nouvelle Constitution dont les articles 75 et 77 garantissent en principe aux femmes le droit de décider en la matière.

Essor et contradictions dans le mouvement syndical

Pendant longtemps, le Venezuela a été un des pays latino-américains où le mouvement syndical semblait capable de défendre les intérêts des travailleurs et des travailleuses, du moins ceux qui étaient employés sur le marché du travail formel. Fondée en 1936, la *Confederación de Trabajadores de Venezuela* (CTV) représentait plusieurs centaines de milliers de membres.

Associée au parti de l'Action Démocratique (AD)³, la CTV avait acquis une place importante dans la vie politique et sociale du pays. Mais, par la suite, et en raison du déclin économique, social et politique qui a frappé le Venezuela à partir des années 1980, la CTV a subi une lente érosion. D'une part, une partie importante de ses bases s'est disloquée sous le choc du néolibéralisme. D'autre part, une *multitude* composée de secteurs populaires en dehors de l'économie formelle a commencé à se révolter et à préparer le lit pour les insurrections subséquentes. De toute évidence, la CTV n'a pas réussi à canaliser les revendications populaires ni les demandes des syndiqués et des syndiqués pour défendre leurs conditions.

La rupture

Finalement, le point de rupture a été atteint après l'arrivée au pouvoir d'Hugo Chavez. Dès son irruption dans le paysage politique, les classes dominantes et l'élite politique ont eu une réaction très négative. Il était intolérable que l'hégémonie traditionnelle des vieux partis soit contestée et surtout qu'un *outsider* comme Chavez prétende accéder au pouvoir. La direction de la CTV qui, dans son alliance avec l'AD, faisait partie de l'élite, s'est donc résolument engagée dans l'opposition à Chavez. En 2002, lors de la tentative de coup d'État, le président de la confédération, Carlos Ortega s'est ainsi retrouvé avec les *golpistes*, parmi lesquels le chef de la fédération patronale *Fedecamaras* et toute l'élite traditionnelle du pays. Par la suite en 2003, la CTV s'est associée à la grève patronale de 63 jours, qui a coûté plus de \$10 milliards de dollars au pays. Plus tard, la CTV a été un des fers de lance du mouvement pour réclamer un

référendum révocatoire contre Chavez, que celui-ci devait remporter à l'été 2004. De mouvement syndical, la CTV est devenue un mouvement *parapolitique*, discrédité, divisé et éparpillé totalement identifié à l'opposition.

L'émergence de nouvelles forces syndicales

Plusieurs des syndicats affiliés à la CTV se sont autonomisés, certains pour devenir indépendants, d'autres pour se rallier à une nouvelle centrale syndicale, l'Union nationale des travailleurs (UNT). Selon Marcela Maspéro, qui fait partie du comité de coordination de l'UNT, cette nouvelle centrale, créée le 5 avril 2003, tente de mettre en place un syndicalisme démocratique, pluraliste, qui vient de la base et qui rompt avec les pratiques autoritaires de la CTV. Pour le moment, ce syndicat est implanté surtout dans le secteur public, mais il cherche aussi à accroître son influence dans le secteur privé, y compris auprès de la masse des travailleurs et des travailleuses du secteur informel⁴. «On veut mettre en déroute la pratique syndicale corporatiste antérieure, ce qui est difficile. La démocratisation des syndicats passe par l'auto-organisation des travailleurs», affirme Maspéro.

Dans la tourmente politique

Être syndicaliste au Venezuela aujourd'hui, c'est être dans le camp pro-Chavez pour de nombreuses raisons, dont le fait que la majorité des classes populaires s'identifie au projet bolivarien. Ce qui ne veut pas dire que les syndicalistes prennent les paroles du président comme une religion et acceptent que le mouvement syndical soit une simple courroie de transmission pour le gouvernement et le MVR du président Chavez. Ce dilemme, bien sûr, n'est pas propre au Venezuela, puisque dans tous les pays gouvernés par des gouvernements progressistes, le mouvement syndical se retrouve dans ce genre de position contradictoire. Maspéro et les autres membres de la coordination de l'UNT insistent beaucoup sur la démocratisation du mouvement syndical, sa transformation en une plate-forme pluraliste de défense des droits des travailleurs. En ce sens, les syndicalistes résistent à l'établissement d'un lien trop organique avec le gouvernement : «l'UNT revendique l'autonomie de toutes les

³ L'AD était un parti à la fois populiste et d'inspiration social-démocrate, membre de l'Internationale socialiste, extrêmement influencé par ses leaders charismatiques comme Roméo Bétancourt (dans les années 60) et Carlos Andres Pérez (dans les années 70-80).

⁴ L'UNT affirme représenter 1,6 million de membres. C'est un chiffre difficile à vérifier, puisque plusieurs syndicats sont en voie de désaffiliation de la CTV et se rapprochent de l'UNT, sans en être nécessairement membres à part entière.

forces et partis politiques. En même temps, nous sommes totalement engagés dans le processus de transformation sociale bolivarien», soutient Maspéro. Les dissensions sur ce sujet sont vives à l'UNT, qui n'a pas encore réussi à organiser son deuxième congrès prévu pour la fin de février 2006. Il faut également que le mouvement syndical, explique la syndicaliste, «devienne un pôle pour l'ensemble des travailleurs et des travailleuses, et pas seulement pour les syndiqués et les syndiquées qui comptent pour 4 ou 5% de la main d'œuvre. Ce dernier défi est également important. Traditionnellement, la CTV menait sa barque pour une minorité seulement, dans une perspective corporatiste, bien ancrée sur le système de pouvoir vénézuélien. Aujourd'hui, selon Maspéro, «il faut réinventer un syndicalisme tout à fait nouveau».

Revendiquer et transformer

En attendant que tout cela se concrétise, le syndicalisme est en débat. Au niveau de l'UNT, trois grandes assemblées de préparation du congrès ont eu lieu, en 2005, regroupant plusieurs milliers de travailleurs, y compris dans le secteur stratégique du pétrole, autrefois sous la coupe de la CTV. En parallèle, l'UNT réclame l'augmentation immédiate du salaire minimum à environ \$400 par mois., tandis que le gouvernement vient de l'augmenter de 15% à \$300 dollars par mois. Par ailleurs, les initiatives de la base se multiplient, telle que la récupération des entreprises délaissées par leurs patrons. À la suite de leur grève manquée de 2003, plusieurs entrepreneurs sont en déroute, et les travailleurs se voient dans l'obligation de prendre le relais. À l'usine d'*Alcasa*, une fabrique d'aluminium, les travailleurs ont mis en place l'autogestion. Le but, explique le président du syndical local, Carlos Lanz, est de mettre en œuvre le contrôle ouvrier, mais aussi de développer et de diversifier la production d'aluminium en trouvant des clients étrangers en dehors des EUA.

«Apprendre à gouverner»

Les syndicalistes savent que le président Chavez les appuie parce qu'il partage leurs perspectives de justice sociale. De plus, le gouvernement est soucieux de rétablir la production et de réduire la dépendance envers les importations, comme dans le domaine des biens alimentaires. Pour cela, il a besoin de l'appui de la base, ce qui ouvre de

nouvelles portes pour le syndicalisme vénézuélien. L'enjeu est important, car il est évident que les travailleurs et travailleuses sont invités à gérer une partie importante de l'économie, notamment dans le secteur de l'économie sociale où il faut apprendre, par la force des choses, à gérer des projets et des budgets. À long terme, estiment les observateurs, l'économie solidaire devra absorber beaucoup de monde du secteur informel, où les travailleurs doivent survivre dans des conditions difficiles. Selon José Ramon Ribero, de la Force bolivarienne des travailleurs (FBT), les travailleurs doivent apprendre à gouverner, pas seulement à défendre leurs intérêts. La FBT, qui est un courant au sein de l'UNT, a l'originalité d'être représentée au Congrès, puisque plusieurs de ses dirigeants ont été élus comme parlementaires sous la bannière du MVR et d'autres partis de gauche.⁵ «Notre syndicat doit approfondir la révolution. Nous sommes présents pour confronter toutes les politiques qui affectent les intérêts des travailleurs», affirme Ribero.

Le Venezuela et le Forum social mondial

Au début de 2005, le Comité international du FSM avait pris la décision d'organiser pour 2006 un Forum social polycentrique, qui devait avoir lieu simultanément à Bamako, au Mali, à Karachi, au Pakistan et à Caracas.⁶ À Caracas, le défi était grand puisque les organisations vénézuéliennes se lançaient dans une aventure assez compliquée, tant du point de vue logistique que du point de vue politique. Au-delà des complexités que représente l'organisation d'un événement avec plusieurs dizaines de milliers de personnes, tous et toutes étaient conscients de l'importance de préserver l'espace du FSM, qui est un forum organisé pour et par la société civile, en dehors des partis et des gouvernements. Certes, au Brésil, l'appui du gouvernement Lula a beaucoup facilité la tenue des forums à Porto Alegre, mais globalement, celui-ci et le Parti des travailleurs (PT) avaient su bien gérer la chose, en n'interférant pas dans la conception et

⁵ 13 sur 167 députés au Congrès viennent du mouvement syndical.

⁶ Le FSM de Bamako a eu lieu du 19 au 22 janvier. Celui de Caracas a eu lieu du 24 au 30 janvier. Le dernier Forum polycentrique aura lieu à Karachi du 20 au 24 mars 2006.

l'organisation du Forum⁷. Certains ont pu se demander s'il en irait de même au Venezuela.

Un succès

Environ 80 000 personnes ont convergé sur Caracas, dont plus de 25 000 participants de l'extérieur du Venezuela, essentiellement des pays de la région comme le Brésil, la Colombie et Cuba⁸. Malgré certains problèmes techniques, liés à la dispersion des lieux, l'organisation a tenu le coup et l'événement s'est passé comme prévu avec plus de 2 000 rencontres, dont 400 organisées par les organisations vénézuéliennes. Le tout a reposé sur les fragiles épaules d'un secrétariat vénézuélien secondé par un petit contingent de volontaires internationaux, notamment du Brésil et du Québec. Tout au long du Forum, l'atmosphère était studieuse, tout en étant festive et comme toujours, l'évènement fut l'occasion de nombreuses rencontres parallèles, bilatérales ou multilatérales, sans compter les forums dans le forum, comme le Forum sur l'éducation, le Forum syndical, le Forum des autorités locales, etc. Sur le plan organisationnel, le seul échec notable est celui du Campement de la jeunesse qui, contrairement aux années précédentes, est devenu un grand camping sans beaucoup d'activités propres et sans autonomie.

Des discussions de fond

Le FSM a commencé, comme le veut la tradition, par une marche contre la guerre, suivie d'un grand concert populaire. Par la suite, et ce, durant cinq jours, les participantes et les participants se sont dirigés vers les ateliers, les séminaires et les rencontres parallèles. Dans la tradition du FSM, le Forum de Caracas a permis d'aborder des thématiques complexes regroupées autour de grands «axes», comme la résistance, la militarisation, la culture, les communications, le travail, le genre et les différences, ainsi que l'environnement. Et, comme cela est davantage le cas depuis 2005, les dispositions avaient été prises pour favoriser les dialogues, de préférence à l'organisation de grandes conférences avec les

⁷ Le FSM s'est réuni à Porto Alegre en 2001, en 2002, en 2003 et en 2005. Le comité d'organisation brésilien est composé des principaux mouvements sociaux brésiliens, dont la Centrale unique des travailleurs (CUT) et le Mouvement des sans terre, (MST) qui, à des degrés divers, appuient le PT, mais sans subordination et avec une assez grande distance critique.

⁸ De l'extérieur de l'Amérique du Sud, les contingents les plus importants provenaient du Québec, des EUA, du Canada et de la France.

personnalités vedettes du mouvement social mondial⁹.

Studieux et critique

Si on cherchait à qualifier le Forum d'un seul mot, le plus approprié serait le mot *studieux*. Cela peut sans doute paraître étrange, d'autant que les grands médias ont dépeint la rencontre de Caracas comme une fiesta pro-Chavez. En tout et pour tout, Chavez a rencontré les participants au Forum pendant deux heures lors d'un événement qui a rassemblé environ 10 000 personnes. Une des thématiques transversales importantes était justement le rapport des mouvements sociaux au politique et aux partis politiques, à la démocratie et au pluralisme. Edgardo Lander, l'intervenant déjà cité, a donné le ton en affirmant que «la démocratisation de la société se fait démocratiquement ou ne se fait pas». Il a rappelé que, pour les mouvements sociaux, «il n'est plus question de suivre un modèle unique de société». Il a souligné l'expérimentation des Zapatistes «qui est de créer un monde où tout le monde peut trouver sa place, où la diversité, la pluralité et la célébration des différences construisent notre capacité de nous articuler et de lutter contre un ennemi commun.»

Politiser le social

Presque partout, les intervenants, y compris les Vénézuéliens, ont valorisé l'autonomie des mouvements sociaux, la nécessité d'éviter la «colonisation de la société par l'État», selon l'expression de la sociologue vénézuélienne Margarita Lopez Maya. Dans cette lignée, une des contributions les plus remarquées a été celle du syndicaliste et chercheur chilien Rafael Agacino. Ce dernier s'est référé à l'expérience chilienne des dernières années au cours desquelles les partis traditionnels de gauche, dont le Parti socialiste de Michelle Bachelet, ont tenté de se ménager des voies de sortie face au néolibéralisme. Selon le militant chilien, les mouvements sociaux doivent rester critiques et alertes, car le néolibéralisme a restructuré la société. «Aujourd'hui, a-t-il expliqué, les classes dominantes ne sont plus intéressées aux grands compromis sociaux qui ont marqué l'échiquier politique jusque dans les années 1970». Dans ces circonstances, les partis de gauche qui cherchent

⁹ Il y a eu cependant les réunions à tous les soirs de 18h00 à 20h00 où des militantes connues au Québec, comme Françoise David et Michèle Asselin, ont pris la parole.

à s'adapter à la réalité existante, finissent par adapter les exigences du néolibéralisme, sans pouvoir en changer la direction d'ensemble. «Il faut repolitiser le social, selon Agacino, et reconstituer des forces qui pourront réellement imposer des changements, et pas seulement des accommodements techniques, avec les régimes en place». Ce genre de discours ne visait pas tant à critiquer les gouvernements progressistes, comme ceux de Chavez, de Lula, entre autres, mais à prévenir les mouvements contre l'adoption, comme cela a été le cas dans le passé, d'une vision instrumentale et limitée dans leur résistance au modèle de développement en place.

L'écologie au centre

Une des autres grandes tendances du forum s'est manifestée par l'importance accordée à la dimension écologique. Dans de nombreux débats, et pas seulement ceux consacrés aux luttes et aux alternatives environnementales, de nombreux participants ont fait une critique vive du productivisme et du *desarrollismo* (le développement à tout crin) qui avaient dominé la pensée de gauche pendant des décennies. Pour le sociologue Edgardo Lander, «le capitalisme, sous sa forme actuelle qu'est le néolibéralisme, est incompatible avec la vie humaine». Il estime que la pensée critique doit évoluer face à ces questions, car «la logique traditionnelle de la gauche considérait le temps sur une base linéaire comme si le futur demeurerait par principe ouvert. Or, aujourd'hui, le temps historique de l'humanité se termine. On voit la destruction de la vie comme une possibilité». Comment s'en sortir ? «Il faut au moins poser les bonnes questions en abordant une critique radicale de la pensée eurocentrique, technologique, productiviste. Il faut proposer une alternative à l'ordre civilisationnel du capitalisme alors que, traditionnellement, le socialisme opérait à l'intérieur de cette logique».¹⁰ Lors du FSM, un grand nombre de discussions ont eu lieu sur ce thème. Et parallèlement, les participants ont afflué où étaient présentés des micro projets permettant d'explorer diverses alternatives, comme dans l'expérimentation des «jardins sur les toits», une forme alternative et communautaire d'agriculture urbaine. Pedro Ivo Batista, un militant éco-socialiste de la première heure au Brésil, a affiché son optimisme : « nous

sommes devant un scénario où il y a de grandes possibilités. Nous construisons une nouvelle pensée et de nouvelles pratiques qui combinent le côté généreux de notre passé avec de nouvelles perspectives écologistes, féministes, spirituelles, et qui envisagent d'autres socialisations».

Une société civile populaire s'articule

Le FSM de Caracas a été à la fois le miroir et l'outil de la vitalité et de la maturité des mouvements populaires. Contrairement à d'autres initiatives, le FSM n'est pas là pour tracer une ligne à suivre, il se contente d'être, et c'est déjà beaucoup, un immense espace de réflexion et de construction de stratégies. Au départ, le FSM avait été synchronisé pour faire contrepoids au Forum économique mondial, de Davos, où se rassemblent chaque année les puissants de ce monde. Mais aujourd'hui, il est plus que cela. Sans doute, le FSM n'est-il pas encore capable de proposer des alternatives concrètes sur tous les dossiers, mais le progrès réalisé depuis 2001 est remarquable. À l'heure actuelle, une société civile populaire émerge et elle est capable de jeter des grains de sable dans l'engrenage de la machine infernale. Plus encore, elle est alerte, critique, éveillée devant les projets politiques, y compris ceux qui émergent de ses alliés de la gauche.

¹⁰ Il est un peu paradoxal de constater que le Venezuela dépend d'un secteur énergivore et gaspilleur. Au Venezuela, le pétrole coûte 15 fois moins cher que l'eau !

